

Français

Janvier-Février 2006



Intérieur:

*maires et parlementaires:
une nouvelle alliance
politique pour le
désarmement nucléaire*

*le Phénix de ses cendres:
démarches nouvelles pour
le Désarmement Nucléaire*

*les parlementaires et la
sécurité de l'espace extra-
atmosphérique*

*les activités parlementaires
par rapport aux armes
nucléaires en Europe*

*la fracture parlementaire
sur l'Iran*

Les Maires pour la Paix et une délégation du PNND aux côtés du président de la commission du désarmement de l'ONU, après la présentation d'une déclaration commune sur le désarmement nucléaire. De gauche à droite: Aaron Tovish, représentant l'association 'Les Maires pour la Paix'; Donald Plusquellic, maire d'Akron dans l'Ohio, et vice-président de l'association 'Les Maires pour la Paix'; l'ambassadeur Choi Young-jin, président de la commission du Désarmement de l'ONU; la députée Alexa McDonough, vice-présidente de la section canadienne du PNND; Alyn Ware, coordinateur international du PNND;

table des matières

Page

3. - Une nouvelle force politique : les maires et les parlementaires coopèrent pour le désarmement nucléaire
 - Les actions des parlementaires pour soutenir le TNP
4. - Les armes nucléaires en Europe : Le Parlement Belge réclame leur retrait
 - Les Parlementaires unis pour mettre fin au partage nucléaire (US/OTAN)
5. - Japon: Abolir les armes nucléaires une résolution adoptée par la Diète
 - Programme nucléaire iranien : les législateurs soutiennent leurs gouvernements
6. - Pour le Pentagone, priorité à l'action nucléaire pré-emptive
 - Les Parlementaires appellent pour réduire les dispositifs d'urgence de recours aux armes nucléaires
7. - Grâce aux parlementaires le courant antimissile l'a emporté
 - la résolution 1540 du Conseil de Sécurité de l'ONU
8. - la première rencontre des nations membres des zones dénucléarisées,
 - L'opposition parlementaire au " deal nucléaire" Washington-Delhi
9. - Au Congrès des États-Unis
- 10.- Tel un Phénix renaissant de ses cendres
- 11.- Le PNND à la Conférence d'Examen du TNP
- 12.- Les pourparlers à Six: La feuille de route pour la paix dans la péninsule coréenne
- 13.- Le remplacement des missiles TRIDENT: le parlement aura-t-il son mot à dire ?
 - Motions britanniques pour le Désarmement Nucléaire
- 14.- Audition parlementaire internationale sur la sécurité dans l'espace
- 15.- la revue d'un livre: Au-delà de Hiroshima

Un message du coordinateur international

Chers membres du PNND, chers amis et supporters

Dans son poème *Pas de soleil ordinaire*, le Maori Hone Tuwhare se plaint de ce que l'humanité et que la Terre elle-même sont impuissantes face aux armes nucléaires. Le rayonnement qui en émane n'a rien à voir avec celui de la vie mais plutôt avec celui de la mort ; d'ailleurs, le fait que les armes aient été introduites sur la planète semble indiquer que la fin de la vie est désormais écrite.

Les inquiétudes de Tuwhare sont partagées par l'ex-secrétaire à la Défense, Robert McNamara, qui fut l'un des architectes de la politique nucléaire des États-Unis dans les années 60. Lors de la conférence d'extension du TNP en 2005 et dans un article intitulé 'Bientôt l'Apocalypse' rédigé pour le compte de la revue Foreign Policy, McNamara souligne que nous avons eu une chance incroyable de ne pas nous être détruits dans un échange nucléaire ; selon lui, le risque de désastre nucléaire est plus probable aujourd'hui que jamais auparavant, en raison de l'apparition de nouvelles menaces de prolifération et de doctrines nucléaires.

L'année 2005 a été le témoin d'une faillite continue des forums multilatéraux chargés de faire coexister les États nucléaires et les proliférateurs potentiels. La Conférence du Désarmement (à Genève) demeure

au point mort. La Conférence de Révision du TNP n'a rien produit après 4 semaines de délibérations. En outre, les dirigeants du Sommet Mondial de l'ONU de septembre (2005) n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un seul mot concernant les enjeux des armes nucléaires.

En tenant compte de cette atmosphère, il s'avère vital que des actions soient prises par les parlementaires pour faire avancer la non prolifération nucléaire et le désarmement...

Un certain nombre d'initiatives intéressantes dans lesquelles les parlementaires peuvent agir pour interdire les armes nucléaires aux niveaux national et régional et faire avancer l'idée de désarmement et de non-prolifération au niveau international existent. Elle se retrouvent parmi les thèmes abordés dans PNND News (les Nouvelles du PNND). Nous espérons que ces initiatives vous inspirent pour aller au-delà, et que, de manière collective, nous parviendrons à empêcher une apocalypse nucléaire, histoire de démontrer l'erreur des prédictions de Tuwhare



Alyn Ware,
coordinateur international du PNND

a propos du PNND

Le Réseau Parlementaire pour le Désarmement Nucléaire (RPND) est un forum non-partisan pour les parlementaires, afin que ceux-ci, au niveau national et international, partagent leur savoir et leur information, développent des stratégies de coopération et s'impliquent dans les enjeux liés au désarmement nucléaire, les initiatives et les forums ou cercles qui s'y rattachent. Il s'agit d'un programme du Global Security Institute (GSI) et il est guidé/initié par le comité directeur de l'Initiative des Puissances Moyennes (connu sous son sigle anglo-saxon MPI).

Le RPND s'assigne pour mission de fournir aux parlementaires à travers le monde des informations actualisées sur les politiques relatives aux armes nucléaires et d'aider les parlementaires à s'engager dans la non-prolifération nucléaire et dans les initiatives de désarmement (nucléaire).

Le RPND compte plus de 400 membres dans plus de 70 pays. Concernant leurs sensibilités, on peut noter qu'elles transcendent les clivages des partis politiques dans certaines sections comme en Nouvelle-Zélande, au Canada, au Japon, en Corée du Sud et établissent des partenariats avec des groupes parlementaires "mixtes" comme en Belgique, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

PNND Notes a été mise en pages et rédaction : Alyn Ware

traduction française: Ben Cramer

traduction espagnole: Silvana Pereira

conception de la maquette: Corporate Design

Impression : Thames Publications

Parliamentary Network for Nuclear Disarmament

Global Office

PO Box 23257
Cable Car Lane
Wellington
Aotearoa-New Zealand
Tel: (64) 4 385-8192
Fax: (64) 4 385-8193
alyn@pnnd.org

US Office

CSB Building, Suite 400
One Belmont Avenue
Bala Cynwyd, PA 19004
United States of America
Tel: (1) 610 668-5488
Fax (1) 610 668-5455
info@gsinstitute.org



Une nouvelle force politique: les maires et les parlementaires coopèrent pour le désarmement nucléaire



Alex McDonough, vice-président de la section canadienne du PNND, à l'occasion du 60ème anniversaire de l'ONU après avoir lu la déclaration conjointe des maires et parlementaires.

Une nouvelle force politique a fait son irruption sur la scène internationale et détient le potentiel pour sortir de l'impasse dans les négociations sur le désarmement nucléaire et focaliser la volonté populaire des sociétés démocratiques vers le démarrage de négociations pour le désarmement nucléaire.

L'initiative, qui unit les maires et les parlementaires de par le monde, a été lancée le 23 Mai à la Conférence de Réexamen du TNP avec la sortie d'un communiqué conjoint qui en appelle aux États Parties au Traité de Non Prolifération (TNP) à entamer des négociations pour le désarmement nucléaire et pour un contrôle international de toutes les matières fissiles.

La déclaration est coordonnée par le Réseau des Parlementaires pour le Désarmement Nucléaire et les Maires pour la Paix et a maintenant été adoptée par 150 maires et 250 législateurs. Elle souligne l'objectif commun des maires et des législateurs "de préserver la sécurité des citoyens vivant au sein de leurs juridictions et de protéger nos localités pour les générations futures" et d'autre part, qu'"une sécurité pareille n'est pas améliorée par la présence permanente de 30.000 armes nucléaires, dont plusieurs sont déployées pour un déclenchement avec un préavis très restreint".

Que ces armes nucléaires soient prises pour cibles ou explosées, qu'elles soient utilisées par des organisations terroristes ou bien par des forces armées appartenant à un État, peu

importe, nul ne pourrait échapper aux conséquences calamiteuses d'une attaque nucléaire. Même les villes qui n'essuyeraient pas le plus fort d'une attaque ressentiraient les répercussions générales sur les plans économique, social et médical, qui éclipsaient celles du 11 septembre 2001. N'importe quel recours aux armes nucléaires provoquerait une dévastation inimaginable nécessitant une aide massive, des effets mondiaux des retombées nucléaires et une marée montante de réfugiés cherchant à fuir les régions les plus contaminées."

Les États ont l'obligation figurant dans le Traité de Non Prolifération (TNP) de négocier le désarmement nucléaire, et l'endroit le plus approprié pour ces négociations est la Conférence du Désarmement mise en place par l'ONU. Cependant, les procédures traditionnelles de recherche du consensus au sein du TNP comme à la CD ont abouti à ce que les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire soient bloquées et ce depuis le Traité d'Interdiction Complète des essais Nucléaires (TICE) en 1996. C'est pourquoi la Déclaration affirme: "si un petit nombre d'États fait obstacle à la poursuite de ce genre de négociations initiées à la Conférence du désarmement et aussi à l'occasion des Conférences de Révision du TNP, alors, les gouvernements devraient être encouragés à trouver une piste alternative pour parvenir au désarmement nucléaire, comme cela a été fait avec la Convention sur les Mines Antipersonnel.

suite de la page10

Les actions des parlementaires pour soutenir le TNP

Du 2 au 27 Mai, les États Parties au Traité de Non Prolifération (TNP) se sont retrouvés aux Nations Unies à New York pour débattre de propositions en vue de renforcer et de mieux appliquer le TNP. Tandis que les États parties au TNP échouaient à parvenir à quelque accord que ce soit, la conférence a suscité des actions dans un certain nombre de parlements, y compris en Australie, Belgique, États-Unis, Parlement Européen, Pays-Bas et Royaume-Uni pour soutenir le TNP.

Le **Sénat australien** a adopté le 10 mars une résolution présentée par le sénateur Lyn Allison, membre du PNND; celui-ci a lancé un appel aux États dotés d'Armes Nucléaires (EDAN) et aux États potentiellement nucléaires de ne pas développer de nouvelles catégories d'armes nucléaires et s'est prononcé en faveur de démarches concrètes, menées d'un commun accord, par les États nucléaires et les États potentiellement nucléaires pour atténuer le statut opérationnel des systèmes d'armes nucléaires en leur possession.

Le **Sénat Belge** a adopté une résolution introduite par Patrick Vankrunkelsven et Dirk Van der Maelen, tous deux membres du PNND, demandant instamment au gouvernement belge de promouvoir l'adoption d'une feuille de route du désarmement plus stricte et des engagements concrets pour les 5 années à venir, et d'œuvrer pour le retrait des armes nucléaires US en Europe (cf. le texte Les armes nucléaires en Europe : un chiffre qui dépasse toutes les estimations

Le **Parlement Européen** a adopté une résolution qui appelle les États parties au TNP de mettre en application les objectifs du Traité relatifs à l'élimination totale des armes nucléaires, et qui demande avec empressement à l'Union Européenne (UE) que celle-ci travaille d'arrache-pied pour l'adoption d'une Convention sur les Armes Nucléaires. Ladite résolution fait référence au modèle de Convention qui a été déposée aux Nations Unies et qui pourrait fournir un cadre de mesures dans un processus de désarmement légalement contraignant.

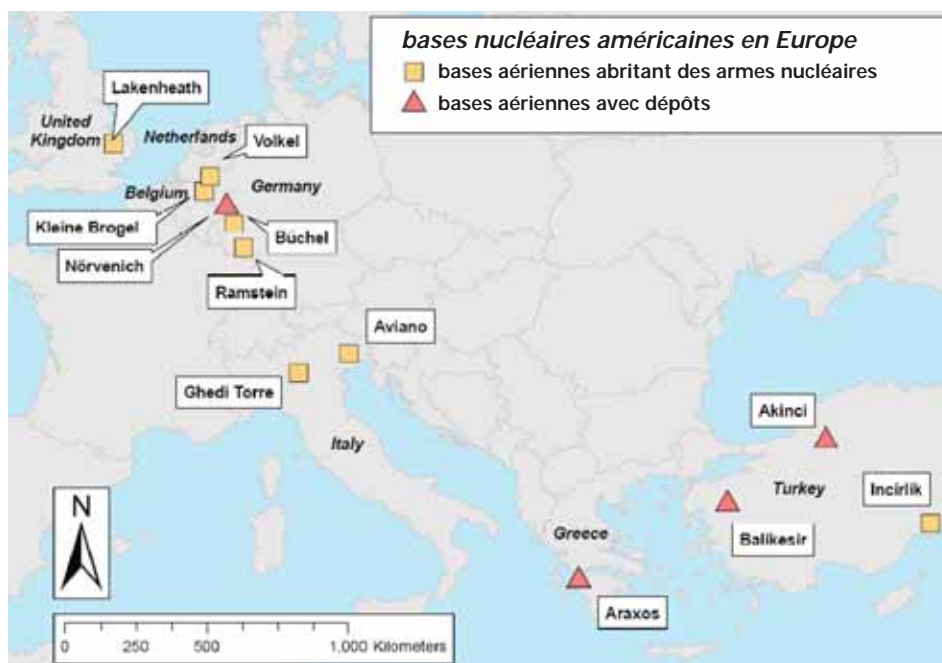
Aux **États-Unis**, la Chambre des Représentants et le Sénat ont présenté des résolutions concurrentes, soutenu par les deux partis, assurant le soutien du Congrès pour le TNP, le décrivant comme "l'un des plus importants accords internationaux de sécurité de tous les temps". (cf. Rapport États-Unis page 9)

Les armes nucléaires en Europe: un chiffre qui dépasse toutes les estimations Le Parlement Belge réclame leur retrait

Dans le cadre de résolutions adoptées sans opposition par le Sénat le 21 avril dernier et à la Chambre le 7 juillet, le Parlement Belge a instamment prié le gouvernement " de proposer des initiatives au sein de l'OTAN concernant la révision des doctrines stratégiques relatives aux armes nucléaires, le retrait progressif des armes nucléaires tactiques étasuniennes en Europe, dans le droit fil des obligations contenues dans l'article VI du TNP, dont on soit s'acquitter, du principe de non-réversibilité en ce qui concerne l'absence d'armes nucléaires sur les territoires des nouveaux Etats membres de l'OTAN, que l'on doit appliquer, et des démarches en vue d'une zone dénucléarisée, regroupant tous les ENDAN (Etats Non Dotés d'Armes Nucléaires) .

Ces résolutions, qui ont été introduites par Patrick Vankrunkelsven et Dirk Van der Maelen, tous deux membres du RPDN, (PNND) ont été adoptées à la suite des préoccupations qu'ont manifestées les parlementaires Belges selon lesquelles des progrès insuffisants étaient accomplis sur la non-prolifération et le désarmement par le biais du processus de révision du Traité de Non Prolifération et au sein de la Conférence du Désarmement de l'ONU.

Il faut toutefois rappeler que d'autres facteurs expliquent pourquoi ces



Faire la carte de construit par Hans Kristensen, NRDC

résolutions parlementaires ont reçu un tel soutien, y compris le dialogue transpolitique qui s'est établi au sein du groupe de travail sur le Désarmement Nucléaire et la Non Prolifération des Parlementaires Belges ; d'une part,

un lobbying résolu de la part des groupes pacifistes Belges et la diffusion de nouvelles informations sur l'étendue et l'importance de ce déploiement constant d'armes nucléaires en Europe. Durant des années, les parlementaires ne sont pas parvenus à avoir le moindre renseignement sur ce déploiement en dépit des requêtes adressées aussi bien au gouvernement qu'aux autorités de l'OTAN.

Toutefois, en février (2005), le Natural Resources Defence Council a fait paraître un rapport basé sur des documents déclassifiés récupérés en vertu du Freedom of Information Act , des publications militaires, des photos de satellites commerciaux, et d'autres documents ; il a pu mettre en avant que 480 têtes nucléaires US demeuraient sur le sol européen – ciblant vraisemblablement des objectifs en Russie, Iran et Syrie. Ceci représente à peu près deux fois le nombre qui était avancé par la plupart des observateurs et chercheurs.

suite de la page11



Dépôts avec silhouettes de B61 dans des hangars spécialement protégés. Sources : les armes nucléaires US en Europe : une révision de la politique post-guerre froide, niveaux des forces et plans de guerres, Hans Kristensen, NRDC

Les Parlementaires unis pour mettre fin au partage nucléaire (US/OTAN)

93 parlementaires d'Allemagne de Belgique, d'Italie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni se sont unis pour lancer un appel à leurs gouvernements et à la Turquie pour que ceux-ci mettent un terme aux arrangements de partage du nucléaire avec les États-Unis et qu'ils procèdent au retrait des armes nucléaires d'Europe. La déclaration des parlementaires a été diffusée par la section allemande de l'Association Internationale des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire (IPPNW) le 13 septembre à Berlin.

On estime aujourd'hui que le nombre des armes nucléaires américaines déployées en Europe avoisine 480, et un tiers d'entre elles, en cas de conflit, serait affecté aux forces armées du pays hôte. Les pays qui partagent ainsi le missions nucléaires de l'OTAN – Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Turquie – ont des accords de coopération nucléaire avec les États-Unis ; ceux-ci comprennent le développement mutuel de projets de recours aux armes nucléaires, la formation du personnel militaire à l'utilisation des armes

nucléaires et aux mesures de protection en cas d'attaque nucléaire, l'évaluation conjointe des capacités nucléaires des ennemis potentiels, le développement de vecteurs capables d'emporter des charges nucléaires et des accords pour le transfert ou (note for alyn W : it was written transfert of control but I believe it means transfer and control) le contrôle d'armes nucléaires vers les pays hôtes en période de conflit.

suite de la page5

Japon: Abolir les armes nucléaires une résolution adoptée par la Diète



Tsuneo Suzuki, le Président de PNND Japon

Le 2 août (2005), la Diète Japonaise (ou Chambre des Représentants) a adopté une résolution commémorant le 60ème anniversaire des bombardements de Hiroshima et Nagasaki et la création de l'Organisation des Nations Unies.

Tsuneo Suzuki, qui préside la section japonaise du réseau PNND, a présenté cette résolution. Elle soutient « la doctrine de paix internationale fondée sur la justice et l'ordre telle qu'elle figure dans la Constitution du pays » elle fait valoir que le Japon est « le seul pays à avoir subi les bombardements dévastateurs atomiques » et elle en appelle au gouvernement pour qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour que les humains parviennent à coexister de façon durable, ce qui inclut l'abolition des armes nucléaires et autres armes de destruction de masse, la prévention de toute forme de guerre et la poursuite d'une fédération mondiale des Nations. »

Tandis que la résolution fait état du caractère unique de la situation japonaise comme victime des bombardements nucléaires, elle reconnaît également les souffrances que le Japon a infligé à d'autres peuples à travers l'histoire et rend hommage aux victimes.

Les Parlementaires unis pour mettre fin au partage nucléaire (US/OTAN) continué...

Il a été suggéré que les accords de partage nucléaire sont contraires à l'esprit, si ce n'est à la lettre du Traité de Non Prolifération (TNP) qui interdit le transfert d'armes nucléaires des États Nucléaires (EDAN) vers des États non-nucléaires (ENDAN). Plus important encore, les arrangements nucléaires pourraient, selon la porte-parole de l'IPPNW Ute Watermann, entraîner les pays de l'OTAN dans des situations d'"emploi en premier" (first use) des armes nucléaires, conformément à la posture américaine avec les armes déployées sur leur sol. En effet, la nouvelle doctrine nucléaire étasunienne a renforcé le rôle des armes nucléaires dans le cadre des premières frappes "préventives".

L'association IPPNW continue de récolter des signatures au sujet de la déclaration conjointe qui soutient la campagne. Pour plus d'information, contacter : Dr. Ute Watermann

Tel : + 49 30 69 80 74 18
E-mail : ipnw@ipnw.de
site internet : www.ipnw.de

Programme nucléaire iranien : les législateurs soutiennent leurs gouvernements

Aux États-Unis et en Iran, les législateurs se sont majoritairement ralliés derrière leurs gouvernements respectifs dans la dispute grandissante relative au programme d'énergie nucléaire civile de l'Iran, ce qui offre peu d'optimisme pour une solution diplomatique

Le 25 septembre, 180 membres de Majles Shoraye Eslami (l'Assemblée Nationale iranienne) ont dénoncé la résolution GOV/2005/77 de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) qui appelle l'Iran à suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium et à reconsidérer la construction d'un réacteur de recherche à eau lourde. Le 20 Novembre, par 183 voix sur 197, un projet de loi pour la reprise de l'enrichissement de l'uranium et la fin des contrôles inopinés menés par l'ONU sur des sites nucléaires iraniens à partir du moment où le Conseil de Sécurité est saisi (pour imposer des



M. Sirrus Naseri, négociateur en chef de la délégation iranienne durant une conférence de presse après une réunion du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA

éventuelles sanctions à l'encontre de Téhéran) a été adopté. Les membres de l'Assemblée Nationale ont soutenu la position du gouvernement iranien selon laquelle l'AIEA adoptait une posture discriminatoire et démesurément restrictive vis à vis du programme énergétique nucléaire iranien, en violation avec les droits de l'Iran de se doter de technologie nucléaire conformément aux TNP et en contradiction avec la liberté accordée à d'autres pays de poursuivre l'enrichissement de l'uranium ou de mettre en valeur leurs technologies de retraitement du plutonium. Les membres de l'Assemblée Nationale ont aussi critiqué l'AIEA dans sa détermination à considérer que l'Iran ne se conforme pas aux accords de garantie du TNP et a demandé que l'Iran, en conséquence, manifeste une position de repli dans sa politique de coopération avec l'AIEA.



US Rep Mark Steven Kirk

En revanche, les membres du Congrès (US) ont dans leur grande majorité, soutenu la position de l'administration américaine qui estime que l'Iran viole les accords de garantie de l'AIEA et pourrait recourir à la technologie de l'enrichissement de l'uranium en vue de fabriquer des armes nucléaires.

Le 20 septembre, le sénateur Rick Santorum introduit le Iranian Nuclear Trade Prohibition Act de 2005 ou l'Acte de Prohibition du Commerce Nucléaire Iranien (S.1737) qui s'inquiète que l'Iran, une nation qui "a soutenu les organisations terroristes et recourt à une rhétorique sévère à l'égard des alliés des États-Unis au Moyen-Orient" ne devrait pas être autorisée à "développer des armes nucléaires sous le couvert d'un programme d'énergie nucléaire civile". S.1737 soutient le renvoi du programme nucléaire iranien devant le Conseil de Sécurité de l'ONU et en appelle aux États-Unis d'interdire les entités qui fournissent des assemblages de combustibles nucléaires à l'Iran de fournir des assemblages pareilles aux États-Unis".

En mai 2005, le Représentant (US) Jim Saxton a introduit le H.CON.RS. 162 à la Chambre des Représentants condamnant le programme nucléaire civil iranien et soutenait le renvoi de cette question au Conseil de Sécurité de l'ONU pour une action contre l'Iran.

Toutefois, tous les législateurs étasuniens ne soutiennent pas l'approche de l'Administration Bush. Le 14 Juin, Mark Steven Kirk, du Parti Républicain, co-président de la Commission de la Chambre sur l'Iran, a introduit la résolution H.CON.RES. 177 qui exprime sa préoccupation au sujet du programme nucléaire civil iranien, mais en conseillant vivement que la crise soit résolue prioritairement par les voies diplomatiques. La RS.177 estime préoccupant que seuls les moyens militaires de répondre à la crise sont envisagés et soutient que d'autres moyens, y compris les sanctions économiques, sont disponibles au cas où la diplomatie ne fonctionnerait pas.

Pour le Pentagone, priorité à l'action nucléaire pre-emptive

Les inquiétudes de la communauté internationale au sujet de l'usage préventif (note : l'anglais distingue preemptive et preventive quand le français ne connaît que le préventif) des forces des Etats-Unis a atteint le domaine nucléaire à la suite à la diffusion d'une information concernant le document réactualisé intitulé " Doctrine for Joint Nuclear Operations" du Pentagone. Le document expose une posture nucléaire plus agressive avec des armes en état d'alerte avancée prêts à frapper des adversaires dotés d'armes de destruction de masse (ADM), et de façon pré-ventive si nécessaire.

A partir d'autres déclarations doctrinales sur le nucléaire, récentes, y compris la Nuclear Posture Review, il apparaît que les États-Unis sont entrain de bifurquer en passant de la dissuasion nucléaire au sens stricte à une posture qui combine les armes nucléaires et des armes classiques

Cette politique provoque quelque opposition au sein du Congrès avec Barbara Lee qui a introduit la Résolution 82 ; selon celle-ci, la doctrine preemptive viole le droit des États-Unis, le droit international y compris la Charte des Nations Unies (cf. Le chapitre Rapport US)

Le 5 décembre, un groupe de sénateurs et de Représentants des États-Unis a écrit une lettre au président Bush ; ils lui ont exprimé leurs préoccupations que " cette nouvelle doctrine, si elle était approuvée, pourrait exacerber le danger de prolifération nucléaire en offrant aux États concernés, tels que la Corée du Nord et l'Iran, une excuse/un prétexte pour maintenir leur propre option nucléaire ; ceci donnerait également aux États Nucléaires de par le monde un signal selon lequel il serait acceptable de recourir à ces armes de façon offensive" .

Pour plus d'information, voir " The Role of U.S. Nuclear Weapons: New Doctrine Falls Short of Bush Pledge, Hans M. Kristensen, dans la revue Arms Control Today", de septembre 2005.

cf. http://www.armscontrol.org/act/2005_09/Kristensen.asp

Les Parlementaires et les lauréats du Nobel ensemble pour réduire les dispositifs d'urgence de recours aux armes nucléaires

En Janvier 1995, les systèmes d'alerte avancée russes détectent un missile qui se dirige sur Moscou. Les dirigeants du pays sont alertés : il pourrait s'agir d'un missile nucléaire lancé à partir d'un sous-marin. La " mallette nucléaire", qui sert à donner des instructions pour une frappe de représailles, est alors déverrouillée en vue de pouvoir être activée en un temps record. Il aura fallu huit minutes pour conclure que le missile n'était pas un missile nucléaire – moins de quatre minutes avant l'échéance pour donner l'ordre de tir d'une riposte nucléaire -note : cf. *Taking Nuclear Weapons off Hair-Trigger Alert, Scientific American, 1998 qui relate l'incident du 25 janvier 1995).*



Sénateur Lyn Allison (Australie) qui a introduit une résolution sur le statut opérationnel des armes nucléaires

En dépit de la fin de la Guerre Froide, des milliers d'armes nucléaires sont déployés et en état d'alerte, ce qui permet de les utiliser en l'espace de quelques minutes. De surcroît, les Etats-Unis et la Russie conservent des politiques de " Launch on Warning" (LOW) ou lancement immédiat en cas d'alerte, c'est -à- dire une posture qui permet de riposter à une attaque nucléaire par une salve nucléaire dès notification d'un missile en phase d'approche ou d'un missile sur le point d'être lancé et avant la moindre détonation. Pour éviter ce genre de situation, les Etats détenteurs d'armes nucléaires, (EDAN) en particulier les Etats-Unis, sont entrain de développer de nouvelles logiques et des scénarios pour menacer et recourir aux armes nucléaires.

Cette triple combinaison d'un statut d'alerte maximale, d'un dispositif de LOW c'est à dire de lancement immédiat en cas d'alerte nucléaire et les nouveaux scénarios de menace et de recours, tout cela génère un risque élevé d'utilisation des armes nucléaire par dessein/ intentionnellement ou par mauvais calculs

57 parlementaires de 18 pays dont l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Canada, les Etats-unis, la Finlande, l'Inde, l'Italie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Russie, la Suède et la Tanzanie, ont joint leurs voix à celles des 44 lauréats du Prix Nobel de par le monde dans un appel lancé à l'intention des EDAN (Etats détenteurs d'armes nucléaires) pour qu'ils réduisent le statut opérationnel de leurs armes. Ceci comprend l'action de réduire le niveau

d'alerte pour les armes déployées et l'abandon du "launch on warning" -ou lancement dès la détection et les politiques de "first use" c'est-à-dire de "premier emploi" .ou de "première frappe" .

Cet appel s'adresse aux parlementaires pour qu'ils agissent sur la question et, à ce jour, des résolutions ont été adoptées par le Sénat australien, et par le Parlement Européen et introduites au Sénat brésilien.

Les Etats parties au Traité de Non Prolifération (TNP) se sont mis d'accord, lors de la conférence d'examen de l'an 2000, pour prendre des mesures concrètes en vue de réduire l'état opérationnel des armes nucléaires. Toutefois, depuis 2000, il n'y a pas eu le moindre progrès dans la mise en place de cet engagement. Au contraire, certains Etats EDAN, les Etats-Unis notamment, ont manifesté un plus grand empressement à considérer le recours aux armes nucléaires en ayant enrichi leurs doctrines d'emploi avec des scénarios plus variés que par le passé.

Ces développements ont stimulé le lancement d'une campagne internationale demandant aux Etats détenteurs d'armes nucléaires de réduire leur statut opérationnel. Ceci pourrait inclure, parmi d'autres démarches, le retrait des ogives nucléaires des vecteurs (tels que les missiles), la levée de l'état d'alerte et l'engagement en faveur d'une posture de non emploi en premier des armes nucléaires. Ces étapes pourraient constituer un écran entre l'émergence d'un conflit impliquant des Etats nucléaires et le recours éventuel aux armes nucléaires.

De surcroît et en rapport avec cet appel, l'Association Internationale des Juristes contre les Armes Nucléaires (IALANA) a préparé un modèle de résolution onusienne sur le statut opérationnel des armes nucléaires.

Pour en savoir plus
<http://www.lcnp.org/disarmament/policypractice/index.htm>

avec www.pnnd.org
Se tenir informé, au jour le jour, sur les armes nucléaires, leur évolution, les activités des parlementaires sur la non prolifération nucléaire et le désarmement.

Grâce aux parlementaires le courant antimissile l'a emporté

Au début de l'année 2004, le ministre canadien de la défense de l'époque David Pratt avait écrit au secrétaire d'Etat à la Défense, Donald Rumsfeld pour l'assurer d'une participation « aussi proche que possible » de la part du Canada au programme américain Ballistic Missile Defence (BMD). Cette lettre reflétait à la fois la position de l'administration américaine et celle du gouvernement canadien. Les Etats-Unis misaient sur une participation du Canada afin, d'une part, d'acquiescer un certain soutien politique pour un programme impopulaire auprès de nombreuses nations et, d'autre part, de bénéficier des atouts géographiques et techniques que représente le Canada. Pour le gouvernement canadien, il s'agissait de colmater les brèches entre les deux pays depuis le refus d'Ottawa de soutenir le recours à la force à l'encontre de l'Irak ; il s'agissait aussi d'envisager les contrats de défense qui seraient cédés à des entreprises canadiennes dans le cadre d'un programme commun.

Toutefois, l'indication d'une possible participation du gouvernement canadien au programme BMD a suscité une réaction considérable de la part de l'opinion publique et des parlementaires. Les parlementaires, toutes tendances politiques confondues, y compris le parti au pouvoir, ont manifesté leur inquiétude quant aux conséquences que pourrait avoir ce programme sur la course aux armements dans l'espace ; il est susceptible d'accroître la menace que d'autres nations



Hon. Maria Minna, le Président de PNND Canada

pourraient ressentir, et stimuler des contre-mesures ou parades de la part de pays tels que la Chine ou la Russie - y compris l'installation de nouvelles armes nucléaires.

Entre les mois de novembre 2004 et février 2005, la section canadienne du PNND (ou Réseau Parlementaire pour le Désarmement Nucléaire, RPDN), présidée par l'honorable députée Maria Minna, a tenu une série de réunions et animé des débats inter-parlementaires sur cette question. Parmi les orateurs figuraient Peggy Mason, l'ancienne ambassadrice du Canada au désarmement, Peggy Mason le député du Parti Travailliste (britannique) Alan Simpson, Jonathan Dean l'ex-ambassadeur (Etats-

Unis), Greg Thielmann, l'ancien responsable des questions de renseignement au sein du Département d'Etat, et Karel Koster, le coordinateur européen du (réseau) PNND.

Alors que la Chambre a réclamé un débat, les parlementaires ont fait circuler des pétitions contre le programme BMD (Balistique Missile Defence) et M. Claude Bachand a introduit une motion qui a été adoptée. Les inquiétudes des parlementaires n'ont fait que se renforcer et tout ceci s'est conclu par une opposition manifeste au sein de tous les partis politiques.

En outre, l'information relayée par des groupes tels que l'institut de recherche 'Polaris' ou l'association des Physicians for Global Survival n'a fait qu'accroître au sein de l'opinion publique, l'opposition à l'égard du Bouclier antimissile. Si l'on en croit les sondages, l'opposition au BMD est passée de 33% en 2003 à 75% à la fin de l'année 2004. Une majorité de 66% des citoyens Canadiens interrogés considère que la défense antimissile représente un enjeu suffisant pour que le sujet prenne le chemin des urnes (seuls 30% émettent une opinion semblable pour le mariage homosexuel).

En raison de ce débat fort actif au sein du public et fort animé du côté des parlementaires le gouvernement d'Ottawa a pris la décision de ne pas s'associer au programme ; l'annonce est intervenue dès le mois février (2005).

Les Parlementaires et la résolution 1540 du Conseil de Sécurité de l'ONU



Le Conseil unis de Sécurité de Nations dans la séance

Le 28 avril 2004, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté la Résolution 1540 () qui exige de la part de tout État de prendre des mesures pour interdire à tout acteur non étatique de fabriquer, de se procurer, de mettre au point, des armes nucléaires, chimiques ou biologiques et leurs vecteurs, et (b) mettre en place des dispositifs intérieurs de contrôle destinés à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs, y compris les matériels comptabilisés, la protection physique, les contrôles aux frontières, les contrôles de transit et de transbordement et les sanctions pénales et civiles.

D'autre part, la résolution encourage les États à prendre d'autres mesures y compris (a) l'adoption universelle et l'application intégrale des traités de non-prolifération, (b) l'adoption des règles et réglementations nationales visant à garantir la conformité avec leurs engagements en faveur du désarmement et de la non prolifération, (c) l'éducation de l'industrie et du public concernant de telles obligations et engagements, et (d) la coopération avec d'autres États pour parvenir à la non-prolifération.

Les Parlements et les parlementaires devront être impliqués dans la mise

en place de certaines de ces mesures, y compris l'adoption d'une législation appropriée et des fonds alloués pour assurer le financement des actions et mesures.

Les parlementaires ont aussi un rôle à jouer dans la concrétisation des décisions et efforts gouvernementaux.

Certains parlementaires, par exemple, ont attiré l'attention de leur gouvernement pour que ce dernier ne se focalise pas seulement sur la prolifération horizontale, mais qu'il agisse aussi contre la détention, le déploiement et la prolifération verticale des armes de destruction de masse.

suite de la page ...15

A la première rencontre des nations membres des zones dénucléarisés, les parlementaires au rendez-vous



le Sénateur Dulce Maria Sauri Riancho (Mexico) et le Maire Gabino Aguirre (de Santa Paula, États-Unis), co-présidents du Forum de la Société Civile

A l'invitation du gouvernement mexicain, un Forum intitulé Civil Society Forum, (Forum de la Société Civile), organisé par le Réseau Parlementaire pour le Désarmement Nucléaire (PNND), a réuni Le 27 avril dernier, des maires, des parlementaires, des universitaires, des chercheurs, des responsables gouvernementaux, les médias, des survivants de la bombe et des organisations non gouvernementales du monde entier. Il s'agissait de discuter du rôle des zones exemptes d'armes nucléaires (ZEAN) pour réduire le danger nucléaire et atteindre un monde libéré des armes nucléaires.

Le Forum a fait partie de la toute première Conférence des États Parties des ZEAN qui se tenait dans la capitale mexicaine et qui a été marquée par la présence

de représentants de presque tous les 108 États parties aux ZEAN, ainsi que les États ayant statut d'observateurs, et cela représente une première étape pour la consolidation et le renforcement des zones dénucléarisées régionales.

Le coordinateur international du PNND, Alyn Ware, lors d'une présentation à la Conférence du rapport du Civil Society Forum, a célébré le fait que cette initiative "édifie un forum nouveau et puissant pour délégitimer et abolir les armes nucléaires.

La Conférence a adopté une déclaration concernant la consolidation, le renforcement et l'extension des Zones Exemptes d'Armes Nucléaires (ZENA ou NWFZ selon les acronymes anglo-saxons), la prévention de la prolifération nucléaire et la réalisation d'un monde débarrassé d'armes nucléaires. En outre,

la Conférence a mis sur pied un processus permettant de poursuivre la communication, la coopération et la collaboration entre les Zones.

Le Forum a débattu d'une proposition selon laquelle, - dans le cas où aucun progrès ne se dessine aux conférences du Traité de Non Prolifération ni à la Conférence du Désarmement - les États parties aux ZEAN prennent l'initiative de mener des délibérations et des négociations sur un projet de traité de désarmement nucléaire. Alyn Ware a souligné que "les États parties aux ZEANs, ayant renoncé pour eux-mêmes aux armes nucléaires, disposent de l'autorité morale pour exiger de la part des États Nucléaires (EDAN) qu'ils préfigurent les étapes permettant de déboucher sur un désarmement nucléaire complet.

Pamela Meidell du réseau Abolition 2000, a rappelé au Forum que "l'âge nucléaire a démarré au Nouveau-Mexique (où les premières bombes furent construites et expérimentées) et peut-être qu'avec cette nouvelle initiative partant du Mexique, on célébrera plus tard cet endroit, dans un pays plus sage où l'on aura provoqué la fin de l'âge nucléaire.



Alyn Ware, Coordinateur international du PNND, présentant le rapport du Forum de la Société Civile à la dernière plénière

L'opposition parlementaire au "deal nucléaire" Washington-Delhi

Le 18 juillet, les États-Unis ont signé avec l'Inde un accord de coopération nucléaire qui a étonné les observateurs et les experts des questions de politique internationale dans la mesure où il symbolise une acceptation tacite de l'Inde en tant que membre du 'club nucléaire'.

L'accord, qui autorise la reprise du commerce de technologie nucléaire avec l'Inde, n'a pas manqué de surprendre la communauté internationale, y compris les membres du Groupe des Fournisseurs Nucléaires (GFN, Nuclear Supplier Group ou NSG). Comprenant 44 États dont la technologie nucléaire est avancée, le NSG a proscrit toute assistance ou tout commerce de technologie nucléaire avec l'Inde parce que ce pays refuse de rejoindre les signataires du TNP et d'accepter les garanties renforcées ("full

scope") qui figurent dans le protocole additionnel de l'AIEA.

L'accord semble aussi contredire la Résolution 1172 du Conseil de Sécurité, adoptée en réponse aux annonces faites par l'Inde et le Pakistan en 1998 d'une capacité nucléaire avec, en guise de démonstration, les expérimentations d'ogives nucléaires. La résolution 1172 encourage spécifiquement tous les États d'empêcher l'exportation d'équipements, de matières ou de technologies qui pourraient de quelque manière que ce soit contribuer aux programmes indien et pakistanais d'armes nucléaires. Tandis que l'accord contient des clauses pour empêcher la technologie nucléaire d'être utilisée à des fins militaires, il n'est pas certain que ces clauses et dispositions seront honorées ou vérifiées avec précision.

L'accord a stimulé une opposition parlementaire de tous bords. Quelques jours à peine après la signature de l'accord de Washington, un comité de la Chambre des Représentants a décidé de bloquer un transfert nucléaire à destination de l'Inde en raison des préoccupations qu'entraîne ce soutien à la prolifération nucléaire en Asie du Sud. En Inde, le Bharatiya Janata Party (BJP)s'est opposé à l'accord, non pas à la coopération nucléaire en tant que telle, mais aux nombreuses restrictions et exigences frappant l'Inde que le BJP considère comme étant discriminatoires. Celles-ci comprennent des contrôles sur certaines (et pas toutes) installations nucléaires indiennes - quelque chose auxquelles les puissances nucléaires déclarées ne sont pas soumises.

suite de la page ...10

Au Congrès des États-Unis

Rapporter par Jessica Kronish, International Association of Lawyers Against Nuclear Arms

Les résolutions pour soutenir le TNP

La Chambre des Représentants tout comme le Sénat ont présenté des résolutions concurrentes, soutenues par les deux partis, assurant le soutien du Congrès au TNP, le décrivant comme "l'un des plus importants accords internationaux de sécurité de tous les temps". Le Rep. Spratt (SC-5) a introduit (H. Con. Res.133) la résolution 133 le 14 Avril, et son collègue le Sen. Feinstein (D-CA) a introduit (S.Con.Res.36) la résolution le 23 Mai. Les deux résolutions prient instamment toutes les parties au TNP de se conformer à leurs obligations et engagements en matière de désarmement. La résolution de la Chambre est plus spécifique et plus exigeante puisqu'elle demande instamment une réduction des arsenaux et des stocks, une poursuite du moratoire sur les expérimentations nucléaires et la ratification du CTBT (Comprehensive Test Ban treaty ou Traité d'Interdiction Complète des Essais) et un accord sur une réduction vérifiable des armements nucléaires tactiques. De surcroît, le préambule à la résolution de la Chambre salue l'accord intervenu lors de la Conférence d'examen du TNP de l'an 2000, qui comprenait des étapes spécifiques dans le cadre d'un programme d'action pour la non-prolifération et le désarmement. Ces résolutions ont été soumises à la Commission sur les Relations Internationales et la Commission du Sénat sur les Affaires Etrangères (<http://www.foreign.senate.gov>).

Rejet de la doctrine de pré-emption, y compris la pré-emption nucléaire

La résolution H. Res. 82, introduite par la sénatrice Rep. Lee (CA-9) le 9 février, fait valoir que la doctrine de Bush sur la pré-emption "dépasse de loin" la vision acceptable de la légitime défense telle qu'elle est promulguée dans la Charte de l'ONU ainsi que dans le droit international et le droit étasunien. Donc, la doctrine de pré-emption, y compris la pré-emption nucléaire, se trouve désavouée. L'amendement a été présenté à la Commission de la Chambre des Relations Internationales.

Vers le désarmement et la conversion nucléaires

Le sénateur Rep. Norton (D-DC) a introduit H.R. 1348, un projet de résolution sur le Désarmement Nucléaire et la Conversion Economique du 16 mars 2005. Le projet de loi exige que toutes les têtes nucléaires soient désactivées et démantelées, et que les ressources affectées aux programmes nucléaires soient, dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de cette loi, redirigées vers des activités en

faveur de la paix. Ceci prendra effet une fois que le Président aura certifié que tous les autres Etats détenteurs d'armes nucléaires ont mis en place des recommandations comparables à celles qui sont spécifiées dans le cadre de cette loi et que ces conditions aient été remplies. Le projet de loi a finalement été soumis à la sous-commission de la Chambre sur le Terrorisme et la Non Prolifération au mois d'avril.

Des restrictions sur l'expérimentation nucléaire

H.R.1194 introduit par le Rep. Matheson le 9 mars, s'applique au site d'expérimentation nucléaire du Nevada et à toute autre localité qui pourrait être utilisée pour de futures expérimentations nucléaires. Le projet de loi exige que soit entreprise une déposition d'impact environnemental et qu'elle soit rendue public avant tout essai. Tout essai doit d'ailleurs faire l'objet d'une autorisation de la part du Congrès et d'une information destinée au public. De surcroît, un commissioin citoyenne de supervision du site du Nevada doit être mise en place et des représentants des communautés qui se trouvent aux alentours du site d'expérimentation doivent siéger dans cette commission. Au cas où un test est proposé, le "Board" doit se réunir au moins 180 jours à l'avance, et aborder les enjeux environnementaux, sanitaires et sécuritaires relatifs à l'essai. Enfin, le contrôle des radiations doit être entrepris, avec des résultats mis à la disposition du public via un site internet dans un délai n'excédant pas 24 heures par rapport au moment du recueil des données ; au cas où il sera fait état de dispersion de la radioactivité, tous les essais devront être interrompus. Le projet de loi a été soumis à la sous-commission de la Chambre sur les Forces Stratégiques.

Des crédits pour la recherche sur des armes nucléaires nouvelles et modifiées

Le 25 octobre, Pete Domenici, Président de la commission sénatoriale de l'énergie et des ressources naturelles, a annoncé que les fonds alloués à l'arme nucléaire de pénétration robuste ou Robust Nuclear Earth Penetrator (RNEP ou – plus connu par son appellation de « bunker-buster nucléaire)– seraient retirés du budget 2006. Ce refus de financement provient d'une préoccupation partagée à la fois par les démocrates et les républicains concernant les risques liés au développement de nouvelles armes nucléaires tactiques qui pourraient briser le tabou du recours à l'arme nucléaire. Comme l'a expliqué David Hobson de



Mark Dayton (États-Unis), le sénateur qui a introduit une législation pour la mise en place d'un Département de la Paix

l'Ohio, "ce qui m'inquiète à propos de cette arme nucléaire, c'est qu'un imbécile pourrait être tenté d'en faire usage."

L'orientation du programme de RNEP n'interdit toutefois pas le développement de nouvelles armes nucléaires. L'administration (US) s'est arrangée pour débloquer des fonds affectés au remplacement d'un programme d'ogives afin de développer une nouvelle génération d'armes nucléaires d'ici 2012-2015. Officiellement, ces ogives sont uniquement destinées à succéder aux ogives existantes, mais rien n'interdit de penser que les laboratoires pourraient utiliser ce programme de recherche pour explorer des modifications dans les ogives afin de confier à ces armes de nouvelles fonctions.

Une texte de loi pour mettre en place un ministère de la Paix

Le Sénateur Mark Dayton a présenté le 22 septembre un projet de loi (S.1756) qui pourrait élever l'Institut de Paix actuel – non partisan, financé par des fonds fédéraux - au rang de Département quasi ministériel, dédié à l'étude et au développement de politiques pour promouvoir la paix et la non violence et pour élargir le champ des droits de l'homme. Le projet de loi pour un Département de la Paix et de la Non Violence représente la contrepartie de l'armature législative (H.R. 3760) présentée par Dennis Kucinich (D-OH) et parrainé par 59 membres du Congrès.

S'adressant au parterre du Sénat, Dayton a déclaré : " S'il nous revient de demeurer les leaders du monde, et s'il nous a été donné de conduire le monde vers un avenir plus sûr et plus prospère, nous devons nous faire mieux connaître et nous faire respecter davantage pour nos succès dans la paix plutôt que ceux de nos forces militaires" .

Attribuer un rang ministériel à un département de la paix serait quelque chose d'assez unique dans le monde, même si la Nouvelle-Zélande a (déjà) ce statut pour son Ministère du désarmement et de la Maitrise des Armements.

Tel un Phénix renaissant de ses cendres: Nouvelles approches à l'égard du désarmement nucléaire

Au mois de mai 2005, les gouvernements se sont retrouvés à la Conférence d'Examen du TNP. En septembre, ils se sont retrouvés à nouveau, lors de la session Plénière de haut niveau de l'Assemblée Générale de l'ONU. Ces rencontres étaient supposées leur fournir des occasions pour faire, collectivement, des efforts de non-prolifération nucléaire et de désarmement. Mais ces espoirs furent anéantis par deux fois. Après 4 semaines de négociations infructueuses, moins que rien n'est sorti en terme d'accord à la Conférence d'examen du TNP. Et tandis que les gouvernements parvenaient à adopter, lors de la session Plénière de Haut Niveau, un texte sur des sujets délicats, aucun accord n'a vu le jour sur la non-prolifération et le désarmement, tant ces sujets divisent les uns et les autres.

Les échecs de 2005 reflètent l'incapacité de la Conférence du Désarmement de l'ONU depuis 1996 à entamer la moindre négociation sur la non prolifération nucléaire et/ou le désarmement. Il existe aussi un fossé grandissant entre certains États non dotés d'armes nucléaires (ENDAN) qui refusent d'accepter des contraintes supplémentaires sur leur maîtrise du cycle du combustible qui pourrait leur fournir la technologie et les matières pour produire des armes nucléaires, et certains États dotés d'armes Nucléaires (EDAN) qui refusent d'adopter des mesures de désarmement nucléaire ou de diminuer le rôle des armes nucléaires

Les Maires et les Parlementaires *continué...*

En Octobre, afin de soutenir une initiative des Nations Unies pour entamer des négociations sur le désarmement nucléaire (cf. Nouvelles démarches vers le désarmement nucléaire : Forum Article VI et négociations initiées par l'ONU), la Déclaration a été présentée au président de la Commission du Désarmement à l'Assemblée générale des Nations Unies, l'ambassadeur Choi Young-Jin de la République de Corée – et distribuée aux responsables accrédités auprès des Nations Unies.

Dans le cadre de cette collaboration croissante entre les maires et les parlementaires, le sénateur belge Patrick Vankrunkelsven, membre du RPDN, l'honorable Nick Smith, président de la branche néo-zélandaise du RPDN, l'Honorable Marian Hobbs, Ministre du Désarmement ont pris contact avec chaque maire de leur pays respectif en les encourageant à adhérer à l'association 'Les Maires pour la Paix' et adopter la déclaration commune. Près de la moitié des maires de ces deux pays ont répondu positivement.



Les Maires
Tadatoshi Akiba
(Hiroshima)
et Iccoh Itoh
(Nagasaki)

dans leur doctrine de sécurité. Avec la CD et la session plénière de Haut Niveau de l'Assemblée Générale de l'ONU, tout comme avec le TNP, rien n'est possible car toute avancée requiert le consensus.

Quoi qu'il en soit, c'est à partir des cendres de ces forums de l'insuccès que sont apparus quelques Phénix de l'espoir, fondés sur une nouvelle stratégie capable de progresser sans avoir à subir les handicaps du consensus.

C'est à l'occasion du 60^{ème} anniversaire du bombardement de Hiroshima en août, que les Maires pour la Paix ont annoncé le lancement d'une campagne de désarmement nucléaire surnommée "coup d'accélérateur" ; celle-ci propose entr'autres que les Nations Unies mettent en place, par un vote à la majorité, une sous-commission ou des sous-commissions pour initier les délibérations et les négociations sur le désarmement nucléaire.

En octobre les gouvernements de Brésil, Canada, Kenya, Mexique, Nouvelle Zélande et Suède ont proposé que les Nations

Unies établissent quatre commissions pour entamer les délibérations sur a) le traité d'interdiction de matières fissiles ou "cut-off" ; b) les garanties négatives de sécurité (engagement de non emploi) ; c) le désarmement nucléaire ; et d) la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

De surcroît, le Middle Powers Initiative (MPI) a lancé au mois d'août le "Forum Article VI", une structure informelle permettant à des gouvernements de coopérer sur les aspects légaux, techniques et politiques et les mécanismes pour réaliser un monde libéré d'armes nucléaires.

Les parlementaires expriment leur soutien à ces initiatives à travers la déclaration commune qui a circulé aux Nations Unies et a été soumise à la présidence de la Commission du Désarmement (voir Une nouvelle force politique page 3) et en encourageant directement leurs gouvernements respectifs à soutenir le processus en cours au sein de l'Assemblée Générale des Nations Unies et de rejoindre le Forum "Article VI" de MPI.



Patrick Vankrunkelsven, sénateur et maire, de Belgique

Patrick Vankrunkelsven fait remarquer que "En tant qu'élus politiques, choisis par le peuple, nous avons une responsabilité vis à vis de nos cités. Si jamais il y avait un conflit nucléaire, ce serait ces citoyens-ci qui seraient les victimes et il est normal que ce soit les politiques qui se chargent de leur venir en aide. Mais si un jour la bombe venait à être larguée, il n'y aura pas grand chose qui restera à secourir. C'est pourquoi nous ne devons jamais nous lasser de répéter : il n'y a qu'une seule solution et cela s'appelle la prévention. Les maires ont un rôle important à jouer en transmettant ce message parce qu'ils sont si proches de leurs citoyens".

India deal Nucléaire *continué...*

Au sein du parlement indien, il n'y a eu qu'une opposition minimale pour ne pas dire pas d'opposition du tout à la perspective générale d'accroître la coopération nucléaire avec des États nucléaires avancés. En revanche, on ne peut pas dire la même chose du mouvement de paix indien qui a manifesté sa désapprobation et son indignation. Praful Bidwai de la Coalition pour le Désarmement Nucléaire et la Paix a fait remarquer que l'accord du 18 juillet "marque le plongeon de l'Inde dans la réalpolitik nucléaire cynique et machiavélique, en tant que membre reconnu tout récemment par cette cabale qui constitue le club nucléaire, le club le plus exclusif du monde". Ceci est une trahison complète et déshonorante des promesses faites par l'Alliance Unie Progressive de "prendre le leadership pour promouvoir le désarmement nucléaire universel et ...un monde libéré des armes nucléaires"

Site de la résolution 1172 du Conseil de Sécurité

<http://www.un.org/french/docs/sc/1998/98s1172.htm>

Le PNND à la Conférence d'Examen du TNP en 2005



Jimmy Carter, l'ex-président des États-Unis, lors de la consultation du 1er Janvier

Le PNND et ses partenaires le Groupe Bipartisan Security Group, le Global Security Institute et le Middle Powers Initiative ont organisé un certain nombre d'événements lors de la Conférence d'examen du TNP en présence de membres du corps législatif et autres leaders politiques. Parmi eux :

- un dialogue entre maires et parlementaires sur la façon de développer des stratégies de coopération pour le désarmement nucléaire.
- une conférence de presse et une présentation à la conférence d'une déclaration conjointe des maires et des parlementaires sur la non-prolifération et le désarmement.
- Une présentation bi-partisane avec les membres du Congrès Ed. Markey et Curt Weldon sur le thème " des objectifs de non prolifération et de désarmement des États-Unis : honneur à l'équilibre". Ils ont rejoint Hans Blix, le président de la commission sur les Armes de

les armes Nucléaires en europe continué...

Le rapport du NRDC écarte les rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis auraient réduit le nombre de leurs têtes nucléaires en Europe pour atteindre 150 à 200 au milieu des années 90. Même lorsque les Etats-Unis ont retiré une partie du personnel chargé de la maintenance des armes nucléaires sur les bases en Allemagne, en Italie et en Turquie entre 1993 et 1996, ils n'ont fait que transférer ces armes vers d'autres bases situées elles aussi chez leurs alliés et ce plutôt que de les rapatrier.

Pour la première fois, le rapport révèle combien d'armes nucléaires des Etats-Unis seraient mises à la disposition des alliés non-nucléaires de l'OTAN

Destruction Massive et l'ancien patron de la Commission de Contrôle, de Vérification et d'Inspection des Nations Unies (COCOVINU ou UNMOVIC en anglais)

- Un Forum " Leçons pour l'Avenir à partir des épreuves de l'expérience" avec M. Robert McNamara, ex-Secrétaire d'Etat à la défense ; M. Ted Sorensen, ex-conseiller spécial du président John F. Kennedy ; et l'ambassadeur Thomas Graham, jr., président de BSG et ancien représentant spécial du président Clinton pour les Affaires de Maîtrise des Armements, de Non-Prolifération et de Désarmement.

- A l'approche de la tenue de la conférence du TNP, le PNND et ses partenaires ont organisé un nombre d'autres événements-clefs dont :

- Le Forum de la Société Civile avec la première rencontre des États Parties aux Zones Exemptes d'Armes Nucléaires qui s'est tenue à Mexico. Le Forum a réuni des représentants



Les membres du congrès (États-Unis) Curt Weldon et Ed Markey, à l'ONU

en cas de guerre. Pas moins de 180 bombes U.S seraient affectées aux forces aériennes allemandes, belges, italiennes, néerlandaises et turques. Le rapport du NRDC soutient que cet arrangement contourne le droit international parce que le Traité de Non Prolifération (TNP) interdit à tout Etat nucléaire de transférer des armes nucléaires à un Etat non nucléaire et interdit un Etat non nucléaire d'en accepter.

Les résolutions parlementaires en appellent au gouvernement belge pour qu'il oeuvre au sein de l'Union Européenne pour développer des politiques de suppression de la dissémination d'armes de destruction de



Le membre du congrès (États-Unis) Dennis Kucinich, lors d'une conférence de presse du PNND à l'ONU

gouvernementaux, des maires, des parlementaires, des scientifiques, des survivants de la bombe, des experts du désarmement et des militants.

- Une consultation avec des responsables gouvernementaux, hôtes du Centre Carter et accueillis par l'ex- président Jimmy Carter
- La remise du Prix Alan Cranston à Ted Turner aux Nations Unies et un dialogue entre Ted Turner et Mikhaël Gorbatchev. Parmi les autres orateurs, le Révérend Kim Campbell (ex-Premier Ministre du Canada), le Dr. Jane Goodall, M. Kim Cranston, and Mr. Mark Malloch-Brown, chef de cabinet du Secrétaire Général des Nations Unies. La cérémonie publique a eu lieu en présence d'une audience de plus d'un millier de personnes et a pu être couverte par tous les médias grâce à la télévision onusienne.

Pour plus d'information, voir http://www.gsinstitute.org/gsi/newsletter/newsletter_2005-06-09.html

masse et pour qu'il prenne des initiatives qui excluent l'éventualité d'un recours aux armes nucléaires dans le cadre de la politique de défense et de sécurité de l'Union Européenne (PDSE)".

Bien que ces résolutions n'aient pas un caractère contraignant pour le gouvernement, on peut s'attendre à ce que les résolutions auront une influence significative, d'autant plus qu'elles ont été adoptées avec le soutien de tous les partis politiques et sans opposition.

See: U.S. Nuclear Weapons in Europe: A review of post-Cold War policy, force levels, and war planning. Hans Kristensen, NRDC, Washington, Feb 2005. www.nrdc.org

Les pourparlers à Six: La feuille de route pour la paix dans la péninsule coréenne

PNND Corée a établi

Lors d'une conférence qui s'est tenue à l'Assemblée Nationale de la République de Corée le 1er septembre dernier, Alyn Ware, le coordinateur international du réseau PNND, s'est adressé aux parlementaires en évoquant à la fois les 'Pourparlers à Six', l'idée de zone Dénucléarisée de l'Asie du Nord-Est et d'autres initiatives parlementaires en faveur d'un désarmement nucléaire mondial.

Cette visite s'est conclue par la naissance d'une section du PNND ; elle comprend 18 parlementaires appartenant au parti gouvernemental URI, au partis d'opposition Grand National et Parti du Travail Démocratique. Les membres du PNND coréen ont adhéré à la déclaration conjointe des maires et parlementaires sur la non-prolifération nucléaire et le désarmement. L'honorable représentant Mi-Kyung Lee, qui a accueilli la conférence le 1er septembre, a rédigé un article sur le processus des Pourparlers à Six qui figure dans la présente édition de la revue 'PNND News'

Les Pourparlers à Six : vers une solution 'gagnant-gagnant'

La déclaration commune publiée lors des pourparlers à Six le 19 septembre à Pékin représente une "percée" dans les efforts pour résoudre la crise nucléaire nord-coréenne. Depuis l'annonce faite par les Etats-Unis au sujet des programmes suspects d'enrichissement de l'uranium, 35 mois se sont écoulés ; ce fut une époque caractérisée par une angoisse sans précédent et de souffrance pour le peuple sud-coréen. Nous étions complètement désespérés quant à la façon de gérer le conflit qui s'envenimait et la confrontation entre les États-Unis et la République Démocratique et Populaire de Corée, le premier étant notre allié proche, le second faisant partie lui aussi du peuple coréen.

Aussi avons-nous accueilli comme un cadeau la nouvelle d'un succès dans le dernier round des pourparlers à six, un cadeau qui vient à point nommé pour célébrer la saison de Thanksgiving. Les efforts diplomatiques menés par les délégations de tous les six pays, en particulier du représentant des États-Unis, Christopher Hill, méritent d'être salués.

Le succès de ce dernier round des négociations réside dans un changement fondamental de la politique de l'Administration Bush à l'égard de la République Démocratique et Populaire de Corée (RDPC) ; l'administration US avait l'habitude de considérer la RPDC comme un membre de "Axe du Mal" et une "base (avancée) de la tyrannie" qu'il fallait affronter et renverser. Depuis l'avènement du président Kim Dae Jung en 1999 et jusqu'à l'administration Roh Moo-Hyun actuelle, Séoul a pratiqué une politique de conciliation dite du "rayon de soleil"

(sunshine policy), cherchant à édifier la paix entre les deux Corée(s) à travers les échanges mutuels et la coopération. A cet égard, il faut reconnaître que la politique américaine et la politique sud-coréenne étaient incompatibles.

A travers le dernier round des pourparlers à six, la Corée du Sud de concert avec la Chine, ont contribué de façon significative à aboutir à un compromis entre les États-Unis et la RPDC. Dans l'accord-cadre de Genève de 1992 (*)? il s'agissait d'un accord bilatéral entre Washington et Pyongyang ; la Corée du Sud se trouvait reléguée au rang de principal pourvoyeur de fonds pour la construction des réacteurs à eau légère. Ce genre d'initiative ne peut que heurter l'honneur des Coréens du Sud, et amener l'opinion publique à douter du bien-fondé d'une aide gouvernementale à destination du Nord. Mais l'offre de livrer 20.000 kW semble avoir incité les Coréens à revenir à la table des négociations. Le peuple sud-coréen a été amené à croire que face aux enjeux de paix dans la péninsule coréenne, la Corée du Sud est certainement le pays qui mise le plus gros ; toute politique à l'égard de la Corée du Nord qui écarte ou exclut la Corée du Sud n'a donc pas de sens. Dans cet ordre d'idées, nous jugeons de façon positive les démarches entreprises par notre gouvernement lors des derniers pourparlers à Six. Tandis que les six parties entreprennent des démarches pour la mise en place de ces accords, la Corée du Sud doit continuer de jouer un rôle de premier plan, même si cela se traduit par un coût élevé sur le plan financier.

Christopher Hill, secrétaire d'Etat adjoint américain pour l'Asie-Pacifique, qui a mené les négociations au nom des Etats-Unis, a loué les avantages de cet accord dans lequel tout le monde est gagnant, (win-win game), et personne n'est obligé de faire toutes les concessions ; son collègue de Corée du Sud, Song Min-Soon, a utilisé des propos identiques. Aucune négociation ne peut aboutir si l'une des deux parties gagne tout et si l'une des parties au conflit est contrainte de faire toutes les concessions. Alors, qu'est ce que les États-Unis et la RDPC ont gagné et qu'ont-ils fait respectivement comme concession ?

Pyongyang a accepté l'abandon complet de ses programmes d'armement nucléaires. L'expression "abandon complet" mérite une attention particulière, car cela signifie que l'engagement va plus loin que celui figurant dans les accords de Genève. Washington a réaffirmé la souveraineté de la RDPC et a accepté de normaliser ses relations diplomatiques avec Pyongyang. En outre, Washington reconnaît à Pyongyang le droit à l'usage pacifique de l'énergie nucléaire.

La déclaration commune publiée lors des pourparlers à Six le 19 septembre à Pékin représente une autre "percée" parce qu'elle a posé les jalons d'un cadre de paix



le coordinateur international du PNND Alyn Ware avec Mi-Kyung Lee (au centre) et d'autres membres du PNND appartenant à divers partis politiques de Assemblée Nationale Coréenne.

pour l'Asie du Nord-Est du 21ème siècle. C'est en effet la première fois que les six protagonistes se sont mis d'accord pour une feuille de route. Cette feuille de route présente un échéancier par étapes qui inclut la mise en oeuvre d'une paix durable dans la péninsule coréenne (en passant de l'armistice à un accord de paix), la normalisation des relations entre les États-Unis et la Corée du Nord d'une part, et entre le Japon et la Corée du Nord). La déclaration commune a une signification historique dans la mesure où l'on est passé de la solution de la question nucléaire nord-coréenne à une tâche à plus long terme d'édification d'un ordre de paix permanent dans la région nord-est de l'Asie.

En tant que parlementaire en Corée du Sud, je voudrais formuler une demande à mes amis et honorables membres du Réseau des Parlementaires pour le désarmement Nucléaire (PNND). L'édification de la paix dans la péninsule coréenne nécessite l'intérêt et le soutien de la part de la communauté internationale. Le succès des pourparlers à Six n'est pas une fin en soi, mais juste un commencement. Il suffit de se référer à l'ambiguïté de la phrase "pour discuter le moment venu de la fourniture de réacteurs à eau légère à la RPDC ; elle a déjà attisé le débat entre les États-Unis et la RDPC pour savoir quand sera "le moment venu". On peut s'attendre aussi à ce que des divergences d'opinion sur l'étendue et les moyens de vérification se poursuivent. Les pourparlers à Six ont permis de déboucher en adoptant le principe "gagnant-gagnant", il faut donc que les négociations futures se déroulent dans le même état d'esprit. Ce que je vous demande, c'est de manifester votre intérêt et d'encourager le processus en cours.

La déclaration commune du 19 Septembre a créé la feuille de route pour résoudre la question nucléaire nord-coréenne et pour édifier la paix en Asie du Nord-Est. Étant le plus investi dans ce processus, le peuple sud-coréen transformera nos espoirs en réalité, pas à pas. J'espère sincèrement que nos amis au sein du Réseau PNND nous accompagneront dans ce voyage.

LE REMPLACEMENT des missiles TRIDENT : le parlement aura-t-il son mot à dire ?

A la chambre des Communes, de plus en plus de parlementaires se demandent si le Royaume-Uni devrait remplacer son arsenal nucléaire lorsque le système Trident aura atteint l'âge d'être démantelé.

Le Royaume-Uni dispose de quatre sous-marins nucléaires de la classe Vanguard, chacun capable de transporter 16 missiles Trident à têtes multiples de fabrication américaine. Bien que le système peut encore être opérationnel pendant deux décennies environ, il faut compter une quinzaine d'années pour le remplacer. C'est en raison de ces échéances que le Premier Ministre Tony Blair a fait savoir qu'une décision sera prise avant les prochaines élections.

Blair a fait savoir au sujet d'un successeur du missile Trident, qu'" aucune décision n'avait encore été prise" mais l'idée d'une usure ou d'un déperissement entraînant naturellement le désarmement nucléaire semble exclue dès lors qu'il a réaffirmé devant le Parlement que " comme nous l'avons présenté dans notre manifeste, nous nous sommes engagés à conserver la force de dissuasion nucléaire indépendante du Royaume-Uni".



le Trident missile nucléaire

Quoi qu'il en soit, Tony Blair doit s'attendre à une forte opposition vis à vis de tout projet de remplacement des Trident, comme on l'entend déjà sur les bancs travaillistes. Le député Paul Flynn a déclaré devant le Parlement qu" il y a des gens au sein des militaires qui estiment que c'est une très mauvaise décision." Les missiles Trident n'ont pas empêché (le général) Galtieri d'envahir les (iles)

Falklands (Les Malouines). Nous n'avons pas besoin de dépenser 20 milliards de £ pour un symbole inutile"

Peter Kilfoyle, un ancien ministre travailliste de la Défense, a déclaré que dépenser une somme aussi énorme aurait pour effet à la fois de retirer de l'argent aux forces armées, qui opèrent déjà au-dessus de leurs moyens en raison des engagements en Irak et de réduire les sommes allouées à la santé et à l'éducation.

Selon un sondage réalisé en octobre (2005) et cité par le quotidien The Independent, le nombre des opposants au remplacement du Trident (46%) dépasserait le nombre des partisans (44%) ; dès que le sondé était informé du coût occasionné par ce remplacement, le fossé entre les 'contre' (54%) et les 'pour' (33%) s'élargissait. En tout cas, 90% des sondés estiment qu'en raison des enjeux, ceci devrait faire l'objet d'un débat public complet.

En raison de l'enjeu, des voix travaillistes se sont fait entendre pour réclamer que le Parlement se voit attribuer un rôle dans la décision finale. Mais le gouvernement n'a pas laissé entendre que cette option serait retenue.

Motions britanniques pour le Désarmement Nucléaire

Les membres du Parlement Britannique ont la possibilité d'introduire une motion d'attention ou Early Day Motion (EDM) qui autorise les membres à faire connaître leurs opinions sur un sujet et solliciter le soutien de leurs collègues.

Le 18 mai, le député (Membre du Parlement ou MP) Alan Simpson a présenté la EDM 129 sur le Royaume-Uni et le TNP rappelant " l'engagement sans équivoque de parvenir à l'élimination des arsenaux nucléaires, reconnaissant qu'un engagement aussi valable est incompatible avec les projets de mise au point d'un successeur au système de missile nucléaire Trident actuellement en service et priant instamment le Gouvernement d'abandonner les projets de la sorte"

Le 19 mai, Michael Ancram (MP) a répondu avec la EDM 149; il a estimé que " le Royaume-Uni devrait continuer de conserver une force nucléaire stratégique de dissuasion tant que les autres pays détenaient des armes nucléaires ; à partir de là, il a adhéré au principe de remplacement du système Trident par une nouvelle génération d'armes de dissuasion nucléaire".

Le 26 mai, Jeremy Corbyn (MP) a proposé un amendement à l'EDM 149; l'appel en faveur de la poursuite de la détention



le député Alan Simpson

d'une arme de dissuasion nucléaire serait remplacé par un appel en faveur " de la poursuite de politiques de défense non-nucléaires en tant que contribution à la paix mondiale".

Le 27 juin, Jeremy Corbyn (MP) a introduit l'EDM 412 en exprimant sa préoccupation à l'égard de l'instabilité régionale découlant du développement par Israël d'armes de destruction massive, en demandant un embargo " sur la vente et l'acquisition de tous les équipements militaires appropriés britanniques et européens (UE) à destination et en provenance d'Israël"; il demande" au gouvernement israélien de mettre un

terme aux restrictions de liberté à l'encontre de Mordechai Vanunu" (Mordechai Vanunu est le technicien nucléaire israélien qui a fait 18 ans de prison pour avoir donné des informations selon lesquelles Israël disposait d'un programme nucléaire militaire).

Le 29 juin, David Chaytor (MP) a soumis la EDM 455; celle-ci insiste sur " le gaspillage des ressources publiques que représentent les budgets alloués par les États nucléaires du monde à la recherche, au développement, à l'entretien et au déploiement d'armes nucléaires"; il demande avec insistance aux dirigeants du G8, durant la présidence britannique, de s'engager en faveur d'un transfert majeur de ressources qui passerait du développement des armes nucléaires à un investissement au bénéfice des technologies liées aux énergies renouvelables et au développement économique et social de l'Afrique".

Le 19 juillet, Harry Cohen (MP) soumet la EDM 627; commémorant le 60ème anniversaire des bombardements étasuniens sur les villes japonaises de Hiroshima et de Nagasaki, attirant l'attention sur le fait que l'usage ou la menace d'usage d'armes nucléaires serait illégal selon le droit international; considérant que l'élimination totale des armes nucléaires représenterait un tribut approprié aux victimes nucléaires japonaises.

Audition parlementaire internationale sur la sécurité dans l'espace

Le 14 septembre 2005, un groupe de législateurs d'une dizaine de pays a tenu une audition et un dialogue au sein du Congrès (US) au sujet de l'éventuel déploiement des armes dans l'espace. La US Air Force étudie cette éventualité – mais un développement est un sujet de plus en plus controversé. Pour les promoteurs du projet, ces armes seraient indispensables pour la défense des satellites et autres atouts spatiaux. Pour les détracteurs, ces armes pourraient être utilisées de façon offensive et de ce fait déclencher une nouvelle course aux armements dans l'espace.

Les différents points de vue concernant la militarisation de l'espace étaient représentés; et parmi les participants, on peut mentionner les membres de la commission des forces armées (House Armed Services), ainsi que les présidents des commissions des affaires étrangères et de défense, d'autres législateurs influents émanant des parlements de l'Australie, du Danemark, du Parlement Européen, du Ghana, de Grande-Bretagne, d'Italie, du Japon, de Mexique et de Norvège.

Le sénateur Lyin Allison (Australie) a critiqué l'émergence d'une politique américaine (US) de l'espace, indiquant que ceci aurait pour conséquence d'accroître la menace d'attaques que ce soit à travers l'espace ou en provenance de l'espace. "Des soit-disant frappes globales à travers l'espace ou à partir de plate-formes basées dans l'espace pourraient être utilisées pour déterminer des cibles au sol n'importe où dans le monde dans un délai de 30 minutes". Le sénateur Allison s'est dit préoccupé par le fait que le Président des États-Unis semble disposé à "autoriser la US Air Force de conduire une guerre spatiale à la fois défensive et offensive, mettant un terme à tout accord international, tacite et relatif à des traités selon lesquels l'espace est la propriété de toutes les nations et devrait être réservé à des finalités pacifiques".

L'ambassadeur Henry Cooper, qui préside le "High Frontier", estime que le développement (US) des armes spatiales s'impose pour contrer les menaces émergentes des États 'voyous' - principalement la Corée du Nord et l'Iran', les concurrents traditionnels, la Russie et la Chine et les 'groupes terroristes'. Au sujet du retrait des États-Unis du Traité ABM (Anti-Ballistic Missile), Cooper fait remarquer que "il n'y a que tout récemment que les ingénieurs ont été libérés des contraintes de ce Traité ABM mal phagocyté pour exploiter à la fois leurs talents et la meilleure technologie afin de protéger les citoyens des nations libres".

Dans un récent papier intitulé "La Politique et les Options Législatives à destination



Henry Cooper, le Président de High Frontier

des Parlementaires concernant les possibilités de déployer des capacités militaires supplémentaires dans l'espace extra-atmosphérique", l'institut de l'Air et du Droit de l'Espace à l'Université de Droit McGill passe en revue six options importantes qui devraient être prises en considération par les législateurs nationaux à l'heure où l'on met en place des législations et des politiques nationales et internationales concernant les utilisations pacifiques et militaires de l'espace extra-atmosphérique.

Ces options comprennent

- a) maintenir le statut quo légal
- b) renforcer les cadres juridiques nationaux et internationaux, y compris par le biais de ratification et d'entrées en vigueur d'accords existants
- c) s'unir à un effort multilatéral pour élargir le régime international actuellement

en vigueur qui postule que les failles du dispositif législatif actuel pourraient éventuellement conduire à la militarisation de l'espace extra-atmosphérique

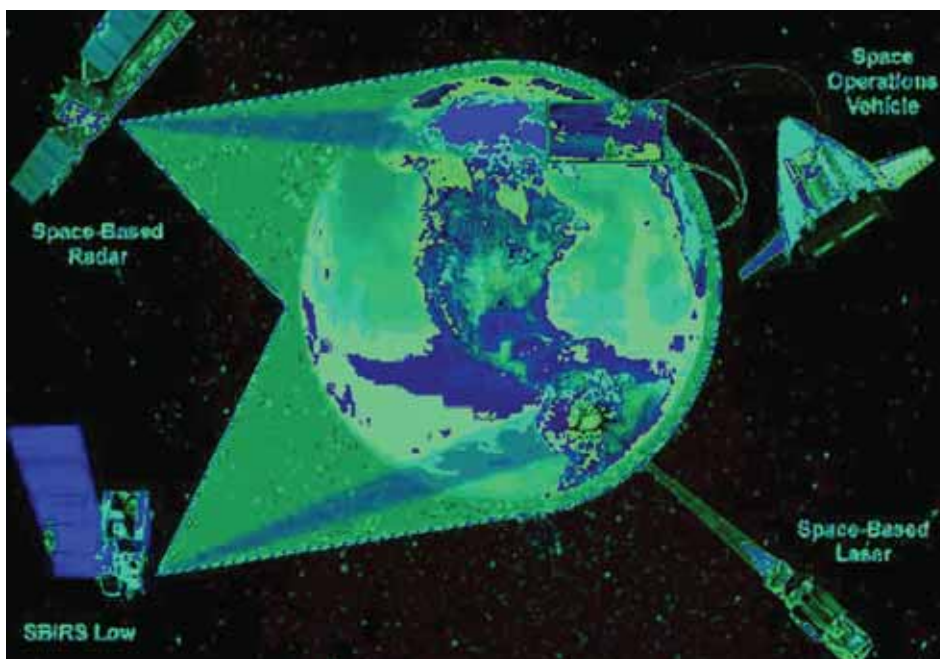
d) entreprendre des initiatives bilatérales ou multilatérales pour renforcer la législation internationale en tant que mécanisme alternatif à l'approche multilatérale

e) adopter des déclarations unilatérales d'après lesquelles les États attesteraient, par exemple, ne pas être les premiers à expérimenter, déployer ou stationner des armes spatiales, ou bien réaffirmer leur engagement en faveur d'un usage pacifique de l'espace extra-atmosphérique et

f) adopter des politiques et des législations nationales capables de traiter les enjeux en rapport avec la sécurité de l'espace et aux usages militaires de l'espace extra-atmosphérique.

Le 13 décembre dernier, l'association partenaire du réseau PNND aux États-Unis, le Bipartisan Security Group, a co-organisé à Washington un débat sur les implications en matière de sécurité de la militarisation de l'espace extra-atmosphérique. L'événement a réuni, au Congrès, des experts du désarmement, des membres et personnels du Congrès dont le démocrate Edward Markey, (Massachusetts) et son collègue républicain Christopher Shays, (Connecticut) qui co-président le groupe de travail sur la Non-Prolifération à la Chambre des Représentants.

Pour toute information supplémentaire, voir www.e-parl.net ou www.gsinsitute.org/bsg



les projets du US Space Command pour des systèmes d'armes et des systèmes d'accompagnement des armes dans l'espace. Tableaux provenant du rapport *Vision 2020*, US Space Command

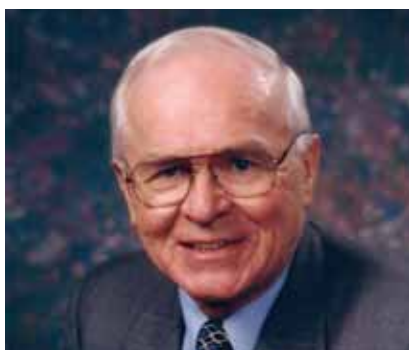
Au-delà de Hiroshima

du sénateur Douglas Roche avec une préface de Jayantha Dhanapala
Novalis, Ottawa 2005

En ce 6 août 2005, à 8 heures 15, Douglas Roche est là, debout, en présence de 55.000 autres personnes réunies au Parc du Mémorial de la Paix à Hiroshima, silencieux dans la chaleur de l'été tandis qu'une minute de silence est observée en hommage à ceux qui ont péri dans le feu atomique. Il se souvient d'il y a 60 ans, des informations transmises par la radio qui annonçaient que la bombe avait été lâchée et de la joie de ses parents à l'idée que la guerre allait toucher à sa fin, et qu'il serait ainsi épargné de l'horreur d'avoir à rejoindre le front lui-même.

Dans *Beyond Hiroshima* ('Au-delà de Hiroshima'), le sénateur Roche évite les pièges avec les arguments sur le rôle des bombes atomiques dans la fin de la guerre et de la justification de leur emploi. Son livre ne regarde pas en arrière, si ce n'est pour rappeler la souffrance infligée par les armes nucléaires, comme pour dire en guise d'avertissement que ceci ne doit plus jamais se reproduire. Le livre examine plutôt le monde d'aujourd'hui – si différent de ce qu'il était en 1945 – un monde qui détient encore une puissance de feu atomique 200.000 fois plus destructrice que celle des bombes qui ont détruit Hiroshima et Nagasaki ; un monde dans lequel la menace de recours nucléaire par un État ou un acteur non étatique s'est accrue de façon incroyable. Mais aussi un monde dans lequel les développements politiques, législatifs et techniques ont accru les possibilités à la fois de résoudre des conflits et de vérifier l'élimination des armes nucléaires.

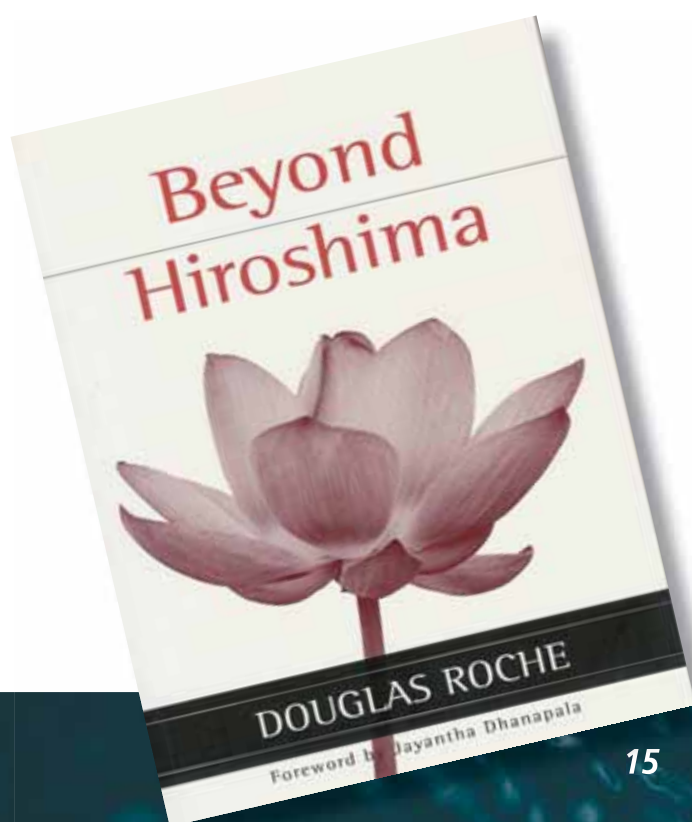
Il est à souligner que '*Beyond Hiroshima*' ('Au-delà d'Hiroshima') regarde vers



le sénateur Douglas Roche, l'auteur de '*Au-delà d'Hiroshima*' et président du *Middle Power Initiative* (*Initiative des Puissances Moyennes*)

l'avenir. L'auteur dans cet ouvrage envisage un monde libéré d'armes nucléaires, examine la nature d'un monde pareil et rend compte d'une grande nombre d'initiatives en cours qui ont le potentiel de nous rapprocher inexorablement d'un tel monde.

Le récit du sénateur Roche est facile à lire et n'exige pas de la part du lecteur une grande culture sur le sujet – ce qui n'empêche pas d'être suffisamment complet pour donner aux élus et à un public plus large des informations et une compréhension suffisantes pour s'impliquer réellement dans les questions de politique nucléaire ; ceci vise à aider les gouvernements à sortir de l'impasse actuelle autour des armes nucléaires pour se diriger vers un processus concret et concerté d'abolition des armes et de créer un monde libéré des armes nucléaires.



UNSC 1540 continué ...

Certains parlementaires ont aussi fait valoir auprès de leur gouvernement qu'il ne suffit pas de se concentrer sur les risques de prolifération émanant d'actions entreprises par des acteurs non-étatiques et qu'il faut aussi prendre en compte les activités des États.

La section néo-zélandaise du RPDN ou PNND selon les acronymes anglo-saxons) a rencontré les responsables du Ministère des Affaires Étrangères pour débattre de l'application de la résolution 1540 du Conseil de Sécurité à la fois sur le plan national et régional. Le rapport soumis par la Nouvelle Zélande au comité chargé du dossier reflète les préoccupations des parlementaires puisqu'il proclame que " toutes les armes de destruction de masse devraient être éliminées " et que la Nouvelle-Zélande a adopté une législation d'après laquelle " aider, encourager une personne à fabriquer, acquérir, posséder ou maîtriser quelque matière nucléaire explosive est un délit. La Nouvelle-Zélande a noté dans son rapport que des dispositifs similaires s'appliquent aussi pour les armes chimiques et biologiques, et que les interdictions concernent à la fois les États et les acteurs non-étatiques, selon la juridiction du pays.

Les parlementaires pourraient entreprendre les actions suivantes :

- demander des copies du rapport gouvernemental adressé au comité 1540 du Conseil de Sécurité
- réclamer un débat parlementaire sur les projets de mise en place de la Résolution 1540 du Conseil de Sécurité
- encourager leur gouvernement à prendre des mesures en conformité avec les obligations dans les domaines de la non prolifération nucléaire et du désarmement nucléaire, comme mentionnée dans la Résolution du Conseil de Sécurité 1540
- envisager une législation pour criminaliser toute action, qu'elle soit perpétrée par un État ou un acteur non étatique, relative à l'acquisition, la possession, l'usage et ou la menace d'usage d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques.

Le succès de la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU va nécessiter une collaboration entre les pays afin d'harmoniser les mécanismes de contrôle international et aussi pour fournir une assistance logistique et technique aux États, de petite taille, qui en ont besoin. C'est dans cet esprit que le RPDN, de concert avec le Global Security Institute, a prévu d'organiser un séminaire international sur la mise en application de la résolution 1540 qui se tiendrait au « Congrès » (US).

pour plus d'information, voir
<http://www.gsinsitute.org/pnnd/update11.htm>

Principes d'interception pour l'Initiative de sécurité contre la prolifération
<http://www.dfait-maeci.gc.ca/arms/psi-fr.asp>

The greatest threat to security is nuclear proliferation

Get the facts. Get solutions.



original reporting

ground-breaking analysis
in-depth interviews



The authoritative source on nonproliferation and global security

To subscribe call 202.463.8270
www.armscontrol.org/subscribe.asp

PNND Offices

Global Coordinator

Alyn Ware
PO Box 23-257
Cable Car Lane
Wellington
Aotearoa-New Zealand
Tel: (64) 4 385-8192
Fax: (64) 4 385-8193
Alyn@pnnd.org
www.pnnd.org

European Coordinator

Karel Koster
Obrechtstraat 43 NL-3572 EC
Utrecht, The Netherlands
Tel: (31) 30 271 4376
Fax: (31) 30 271 4759
k.koster@inter.nl.net

East Asian Coordinator

Hiromichi Umebayashi
3-3-1 Minowa-cho, Kohoku-ku
Yokohama, 223-0051, Japan
Tel: (81) 45-563-5101
Fax: (81) 45-563-9907
cxj15621@nifty.ne.jp

United States Office

CSB Building, Suite 400
One Belmont Avenue
Bala Cynwyd PA 19004
United States of America
Tel: (1) 610 668-5488
Fax: (1) 610 668-5455
info@gsinstitute.org

le PNND voudrait remercier les personnes suivantes pour leur soutien:

- Peace and Disarmament Education Trust (New Zealand)
- Global Security Institute (USA)
- Project Ploughshares (Canada)
- Ploughshares Fund (USA)
- Simons Foundation (Canada)

